

L'HYPER-PUISANCE AU DÉFI DE L'HYPER-TERRORISME

Justin Vaisse

Nul ne peut en douter : les sanglants attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone « changeront l'Amérique » (1), et ses rapports avec le reste du monde. Pearl Harbor, Spoutnik, Vietnam : la gravité du traumatisme et des blessures subies ce jour-là, outre-Atlantique, appelle des analogies qui font ressortir le caractère historique de ces événements. Quelle sera la réaction de l'Amérique face à un tel séisme ? Première contradiction appelée à perdurer : l'opinion publique, notamment conservatrice, voudrait des résultats rapides et tangibles, mais devra s'habituer à une guerre d'un type nouveau qui réclame avant tout de la discrétion, de la patience et de la flexibilité. Quant à l'administration Bush, au seuil de lancer un effort de long terme pour protéger le territoire américain, elle se trouve prise dans une autre contradiction vis-à-vis de l'étranger : les attaques du 11 septembre ont, en effet, renforcé l'idée que l'Amérique devait se défendre et agir seule, tout en consacrant la nécessité d'une coopération internationale large — grosse de dilemmes et de compromis. De cette contradiction pourrait découler, plus encore qu'un leadership raffermi, un véritable « appel d'empire » (2).

Un traumatisme d'une magnitude historique

Qu'est-ce qui a changé depuis ce mardi noir ? Tournons-nous d'abord vers le passé pour comprendre. Dès le lendemain du drame, la référence à Pearl Harbor a semblé s'imposer malgré une différence majeure : en 1942, l'ennemi ainsi que les buts de guerre — donc les critères de la victoire — étaient clairement identifiés. Les attaques du 11 septembre sur le Pentagone et le World Trade Center ont été, en outre, trois fois plus meurtrières et ont frappé essentiellement des civils. D'autres parallèles historiques peuvent aider à comprendre l'état de choc dans lequel l'Amérique a été plongée : l'assassinat de J.F. Kennedy (1963), l'explosion de la navette Challenger (1986) ou l'attentat d'Oklahoma City (1995). Pour le reste, l'analogie avec Pearl Harbor fonctionne : l'effet de surprise, l'ampleur des dégâts, la commotion nationale qui suscite un réflexe d'union sacrée, la ferme détermination à ne pas laisser l'attaque impunie, etc. Tout y est !

Le sentiment d'une soudaine vulnérabilité — certains n'ont pas hésité à parler de « viol » — est un autre élément commun aux deux tragédies, qui n'est pas sans rappeler également l'épisode du Spoutnik. On sait que l'Amérique, protégée du monde par deux océans et débarrassée, depuis le milieu du XIX^e siècle, de toute menace sérieuse en provenance du Mexique ou du Canada, a toujours chéri son invulnérabilité. Celle-ci appartient à l'inconscient de la « nation élue » (3).

Au XX^e siècle, la technologie militaire et l'ouverture du pays ont progressivement mis fin à cette invulnérabilité. L'attaque sur Pearl Harbor a constitué le premier coup de semonce... violent, certes, mais lointain. A l'automne 1942, les Japonais ont également bombardé la côte ouest des États-Unis, sans grand succès. Le choc véritable a été provoqué par la mise sur orbite du Spoutnik soviétique, le 4 octobre 1957 : cette performance, qui témoignait de la capacité russe à maîtriser les missiles intercontinentaux avant les États-Unis, a marqué la fin durable du « privilège géographique américain ».

Depuis lors, le territoire américain, bien défendu contre les attaques venues de la mer ou des airs, a été vulnérable à deux menaces : celle des missiles nucléaires et celle du terrorisme. Le péril nucléaire a suscité de multiples projets de boucliers antimissiles — de Safeguard à la NMD, en passant par la fameuse « guerre des étoiles » de Ronald Reagan. Quant à la lutte contre le terrorisme, elle a été confiée à deux organismes fédéraux : le FBI (pour l'intérieur) et la CIA (pour l'extérieur). Mais dans cette société ouverte qu'est l'Amérique, le péril terroriste a été beaucoup moins pris en compte jusqu'ici.

A l'état de choc et au sentiment de vulnérabilité soudaine s'ajoute une double blessure, symbolique et morale. La première blessure, presque narcissique, provient de l'effondrement des deux tours les plus hautes de New York — des tours qui symbolisaient, tout à la fois, la vitalité d'une société, la solidité du capitalisme mondial et l'universalité d'une ville. A cela, il faut ajouter les dommages subis par le Pentagone, cœur de la puissance militaire.

La blessure morale est plus subtile et appelle, cette fois, l'analogie du Vietnam : il s'agit d'une nouvelle perte d'innocence (4) qui sanctionne la fin de cette période d'hégémonie heureuse, dite de « l'après-guerre froide »(5). Il est vrai que les discours de l'ère Clinton sur la « première superpuissance non impérialiste » (Lawrence Summers), la « nation indispensable » (Madeleine Albright), la « nation juste » ou l'« empire bienveillant » (Joshua Muravchik, Robert Kagan) (6) avaient quelque peu reflué depuis l'arrivée de l'administration Bush. En toute hypothèse, l'idéologie qu'ils véhiculaient — fondée sur la conviction que l'Amérique poursuit d'abord une mission d'intérêt général et que chacun trouve son compte dans l'ordre américain — a été brutalement remise en cause par les attaques du 11 septembre.

C'est donc un pays profondément choqué, un pays qui vient de connaître la journée la plus meurtrière de son histoire (7) qui émerge des ruines du World Trade Center.

Une opinion publique mobilisée

Comme en 1941, les ressorts belliqueux de la nation américaine paraissent tendus au maximum : le 13 septembre, 93% des Américains soutenaient une action militaire contre les groupes ou les nations responsables des attaques, et si ladite action impliquait d'« entrer en guerre », ils étaient encore 86% (8) à accepter cette perspective. Bref, si les terroristes misaient sur un retrait de l'Amérique des affaires internationales, notamment au Moyen-Orient, ils se sont trompés.

Cependant, au-delà des groupes authentiquement isolationnistes qui ont donné de la voix après les attaques de septembre dans le sillage de Pat Buchanan (9), un mécanisme insidieux pourrait jouer à plus long terme : une partie de l'opinion publique risque, une nouvelle fois, de se sentir victime de la propension de ses élites à se mêler des affaires du monde, sans que l'intérêt du peuple soit en jeu. Certains se verront conforter dans leur idée que l'empire est coûteux pour la république. D'autres rappelleront les « péchés » de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et réclameront un désengagement. Mais ces tendances resteront minoritaires.

L'évolution la plus à craindre est sans doute ailleurs : on sait que l'Amérique est lente à s'impliquer dans les problèmes du monde, mais qu'une fois mise en mouvement, elle ne peut être stoppée. Là encore, l'analogie avec Pearl Harbor est éclairante. « Rien ne remplace la victoire », martelait alors MacArthur. En 1995, Newt Gingrich expliquait, quant à lui, que lorsqu'une intervention extérieure ne peut être évitée, il faut s'inspirer de la formule romaine : « Nous n'intervenons que si nous y sommes vraiment acculés et, si tel est le cas, rien ne peut nous arrêter » (10). Corollaire de cette tendance : le développement d'une vision manichéenne indispensable à la mobilisation de l'opinion. Ainsi, dès les premiers jours, George W. Bush a présenté la « guerre contre le terrorisme » comme une lutte du Bien contre le Mal. Or, force est de reconnaître que cette double propension au manichéisme et à la recherche d'une victoire totale ne facilite pas toujours le règlement des dossiers internationaux. On l'a vu lors du second conflit mondial, mais aussi à l'époque de la guerre froide et de la guerre du Golfe quand Saddam Hussein avait été dépeint sous les traits d'un Hitler oriental.

Le problème, c'est que cette guerre nouvelle à laquelle l'Occident est acculé est faite, avant tout, de coups de filet, d'actions couvertes, de pressions diplomatiques et de marchandages avec les ennemis d'hier (Russie, Syrie, Iran, etc.). Elle ne se

prête donc ni à une vision manichéenne du monde, ni à une réédition de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui nous attend, c'est une guerre, sinon secrète, du moins patiente, « post-héroïque » (11), une guerre décousue et non-médiatique. En dehors de quelques temps forts (frappes militaires ou capture de Ben Laden), on voit mal ce que pourrait être une victoire rapide et satisfaisante pour l'opinion à l'échelle, si brève, d'un mandat présidentiel.

Dans cette « guerre contre le terrorisme », l'exécutif américain aura, par conséquent, au cours des prochaines années, la tentation structurelle de prendre des décisions radicales, à des fins de politique intérieure. Au péril de sa stratégie d'ensemble et de ses relations diplomatiques avec les autres nations, le gouvernement Bush devra tenir les promesses faites après les attaques et ne pas se montrer « *soft on terrorism* ». Les décisions modérées prises en septembre, au lendemain des attaques, sont heureusement rassurantes à cet égard.

Zéro mort à l'intérieur

S'il est un domaine, en tout cas, où la Maison-Blanche va disposer d'une grande marge de manœuvre sur plusieurs années, c'est bien celui de la défense du territoire contre les deux menaces identifiées plus haut : le terrorisme et les missiles intercontinentaux.

Depuis trois ans maintenant, et à travers trois rapports successifs (1999, 2000, 2001), la « *U.S. Commission on National Security/21st Century* » (12) — une commission bipartisane co-présidée par les anciens sénateurs Gary Hart et Warren Rudman — travaille sur le sujet, plus brûlant que jamais, de la « *homeland defense* » (défense du territoire, du sanctuaire national). Elle avait régulièrement alerté le gouvernement sur les dangers du terrorisme, qu'elle considérait même comme la plus grave des menaces pesant sur la sécurité des États-Unis.

Les propositions de la commission s'orientent dans trois directions. La première consiste en une refonte institutionnelle que George W. Bush a commencé à mettre en œuvre au lendemain des attaques terroristes en nommant le gouverneur Tom Ridge à la tête d'un « *Office of Homeland security* ». Mais les préconisations de la commission vont bien plus loin puisqu'elles supposent des transformations profondes au sein du Département d'État, au Pentagone et au Conseil national de sécurité. Il s'agit, en vérité, d'une remise en cause du schéma hérité du « *National Security Act* » de 1947. L'objectif essentiel est de coordonner la quarantaine d'agences fédérales responsables de la sécurité du territoire et de la défense passive : Garde-côtes, Douanes et police des frontières, *Federal Emergency Management Agency*, etc.

La seconde direction est l'amélioration de la sécurité du territoire, en prenant en compte l'effacement de la frontière entre l'intérieur et l'extérieur. La CIA devra donner la priorité aux moyens humains de renseignement, trop longtemps sacrifiés à la technologie et aux considérations éthiques. A l'intérieur, la Garde nationale aura pour mission première d'assurer la sécurité du territoire national ; il lui faudra, en outre, acquérir une meilleure expertise dans les domaines du terrorisme chimique et biologique — celui dont on attendait les attaques de grande ampleur. Troisième et dernière orientation définie par la commission : le renforcement des capacités et des connaissances scientifiques du pays. Les États-Unis devront fournir un effort majeur en matière d'éducation, de formation supérieure et de recherche fondamentale (doublement du financement fédéral à l'horizon 2010)... Sur le modèle de la mobilisation provoquée, en 1957-58, par le lancement du Spoutnik soviétique.

En ce qui concerne la défense contre les missiles intercontinentaux, les attaques du 11 septembre viennent à point nommé pour soutenir les efforts de l'administration Bush dans ce domaine et susciter un soutien politique large, notamment chez les démocrates. Certes, les opposants aux projets de défense antimissile peuvent toujours ironiser sur l'inutilité d'un tel bouclier face aux attaques terroristes qui ont frappé l'Amérique. Mais, au bout du compte, le principal enseignement de ces attaques est que l'Amérique est vulnérable — la démonstration, de ce point de vue, fut radicale —, qu'elle est prise pour cible, et qu'il faut la défendre. Dès lors, tout ce qui peut renforcer sa sécurité est bon à prendre et bénéficiera, au cours des années à venir, d'un financement sans précédent. Une question demeure néanmoins en suspens : quel sera l'ordre des priorités de l'administration en place ? Mettra-t-elle l'accent sur la « guerre contre le terrorisme », au point de reléguer au second plan ses autres objectifs, à commencer par la défense antimissile ? Rien n'est exclu. Ne serait-ce que parce que la NMD pourrait contrarier des pays dont le soutien est nécessaire dans la conduite de la « nouvelle guerre »...

Une administration révélée

On se souvient que lors de la campagne présidentielle, George W. Bush avait été piégé par un journaliste : il ne connaissait pas le nom du président pakistanaise — Pervez Musharraf — et l'appelait « général ». L'histoire a, en quelque sorte, pris sa revanche puisque Bush Jr doit aujourd'hui s'appuyer fortement sur le même Musharraf pour organiser sa riposte aux réseaux terroristes... Contraint de s'intéresser au monde « extérieur » sous la pression des circonstances, « W » est en train de combler ses lacunes et d'apprendre son métier de président « sur le tas » ! Le 11 septembre 2001, son équipe et lui ont été placés face à leur destin. Comment

ont-ils réagi ? Et dans quelle mesure les événements vont-ils peser sur les équilibres internes du clan Bush ?

Ce qui est sûr, c'est que le monde né des événements du 11 septembre dernier ressemble étrangement à celui auxquels se préparaient les conseillers de l'actuel président ; mais, aussi, à celui qu'ils avaient quitté, début 1992, après la défaite de George Bush père : un monde de rapports de force, où le militaire l'emporte sur l'économique. Pour eux, c'est une manière de revanche silencieuse sur les démocrates de l'équipe Clinton comme sur les Européens — tous champions d'un monde nouveau où les problèmes ne semblaient plus que commerciaux, financiers ou « globaux ». Toutefois, les hommes du président avaient anticipé un retour au monde de Bush-père à travers une guerre classique en Asie de l'Est. Or les voilà confrontés à une attaque terroriste venue du centre du continent eurasiatique et qui marquera ce mandat à jamais...

Pendant les heures qui ont suivi les attentats, George W. Bush a connu un moment de flottement. Se trouvant en visite en Floride ce jour-là, il a dû renoncer, pour des raisons de sécurité, à retourner immédiatement à Washington ; il a fait de longues escales sur des bases aériennes en Louisiane puis dans le Nebraska avant de rentrer. Dick Cheney s'est révélé, à cette occasion, l'homme clef de l'administration : il a assuré la continuité et la coordination de l'action gouvernementale, prenant presque pris les décisions lui-même (comme l'ordre d'abattre les avions commerciaux qui ne répondent pas aux contrôles et se dirigent vers des villes), au risque d'éclipser le président (13). Mais ce dernier a su reprendre l'initiative et se laisser porter par une situation politique extrêmement favorable. Par ailleurs, la retenue dont a su faire preuve son équipe de conseillers, dans les semaines qui ont suivi la crise — rappelant la maîtrise démontrée lors de la crise de l'avion-espion en mer de Chine — a rassuré l'opinion internationale et fait mentir ceux qui accusaient la nouvelle administration d'être composée de « va-t'en-guerre ».

Cette première impression, globalement positive, ne doit pourtant pas masquer les failles qui parcourent l'administration républicaine. D'autant que ces failles ont joué dans les semaines suivant les attaques, lorsqu'il s'est agi de définir une stratégie de riposte.

Du côté de l'option unilatéraliste et maximaliste se sont retrouvés plusieurs conseillers influents, reflétant la position des milieux conservateurs (telle qu'exprimée dans une lettre ouverte au président publiée dans le *Weekly Standard* et le *National Journal*), comme Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense), I. Lewis Libby (premier conseiller de Cheney pour les affaires étrangères), ou encore Richard Perle qui a résumé la philosophie de ce groupe "maximaliste" de la façon suivante : « Ces pays qui accueillent des terroristes — qui leur fournissent les moyens grâce auxquels ils vont détruire des civils innocents — doivent eux-mêmes

être détruits. La guerre contre le terrorisme, c'est la guerre contre ces régimes. » (14). L'idée est de mener des actions militaires non seulement contre les camps situés en Afghanistan, mais aussi dans la Bekaa (Liban) et surtout en Irak, afin d'en profiter pour renverser Saddam Hussein.

A l'option « coalition internationale et retenue — au moins provisoire — dans la riposte », se sont apparemment ralliées les figures majeures de l'administration telles que Colin Powell (secrétaire d'État), Condoleezza Rice (Conseillère nationale pour la sécurité), Donald Rumsfeld et Dick Cheney (15). C'est, semble-t-il, dès le mardi 11 septembre au soir et le mercredi 12 au matin que le président et ses conseillers ont décidé d'appliquer une stratégie qui rappelle singulièrement celle de la Guerre du Golfe : insister sur la gravité de la situation en dénonçant des « actes de guerre » ; afficher une résolution sans failles (paraphrasant son père, George W. Bush déclare que le terrorisme contre notre nation « ne passera pas ») ; et appeler personnellement les principaux leaders étrangers afin de commencer à bâtir une coalition aussi large que possible. C'est surtout Colin Powell qui paraît alors avoir pris l'ascendant et conduit la diplomatie américaine dans cette direction, appelant pas moins de 80 chefs d'Etat et de ministres des affaires étrangères entre le mardi 11 et le vendredi 14.

Multilatéralisme ou unilatéralisme ?

Les forces les plus ouvertes et les plus orientées vers la coopération internationale de l'administration Bush ont-elles durablement pris le dessus pour autant ? Rien n'est moins sûr ; le recours à l'option « maximaliste » et unilatérale restera sûrement une tentation forte, et l'on ne saurait en minimiser les raisons.

D'abord, certains développements internationaux pourraient forcer l'administration à prendre des décisions rapides : une intervention ou une mise en cause explicite de l'Irak par l'enquête sur les attentats ; un effondrement du Pakistan ; un embrasement du Proche-Orient ; etc. Si, pour une raison ou une autre — dossier israélo-palestinien, par exemple —, la coalition internationale se fissurait, Washington pourrait être poussé à agir vite, seul, ou quasiment seul, et en faisant usage de toute sa puissance. Autre facteur d'infexion possible : le poids de l'opinion publique. Si le président Bush se retrouvait en difficulté à l'intérieur, il pourrait chercher une compensation à l'extérieur en tentant d'obtenir des résultats tangibles plus rapides dans sa « guerre » contre le terrorisme.

Du reste, à Washington même, les conservateurs n'ont pas attendu longtemps pour émettre de vives critiques à l'encontre de la démarche powellienne : une coalition, argumentent-ils en substance, c'est une contrainte politique multiforme, un gage de lourdeur et d'inefficacité, a fortiori si c'est une coalition large (16). Selon eux, ce

serait même presque une faute morale, une trahison des victimes, que de ne pas agir avec le maximum d'efficacité et de liberté de manœuvre. Puisque les attaques ont suscité un élan de sympathie planétaire envers les États-Unis, il faut surfer sur cette vague et agir unilatéralement, sans se laisser freiner par les Européens, les pays arabes modérés ou l'ONU. D'ailleurs, assènent-ils, soit on est pour le terrorisme soit on est contre. Il est temps de choisir son camp et ce n'est pas aux États-Unis d'aller séduire tous les pays du monde. Et que dire de la pureté d'une coalition contre le terrorisme où prendraient place l'Arabie saoudite, la Syrie ou encore l'Iran ?

Quoi qu'en disent les tenants de la ligne dure, le scénario le plus probable, pour les 12 mois à venir, reste celui de type « guerre du Golfe » : une coalition internationale appuyant des actions ciblées des forces armées américaines contre les réseaux Ben Laden et l'Afghanistan. La Maison-Blanche sait, par surcroît, qu'elle aura besoin de la participation active d'autres États pour venir à bout, durablement, de réseaux terroristes très mobiles. On a là les ingrédients essentiels d'un "nouveau leadership", où le multilatéralisme retrouve ses droits, et où l'ONU pourrait jouer un rôle important – comme le laisse d'ailleurs présager les décisions américaines, dans les semaines qui suivent les frappes, de régler les arriérés, de nommer enfin un ambassadeur, et de faire voter plusieurs résolutions.

Comment vont évoluer, dans ce contexte, les rapports entre les États-Unis et le reste du monde, ainsi que le système international dans son ensemble ? La réponse à ces questions dépendra d'un élément qu'on ne peut encore évaluer précisément : le degré de priorité donné par l'administration à cette « guerre » contre le terrorisme. En effet, les conservateurs n'ont pas tort de souligner les coûts engendrés par une coalition : coûts politiques — en termes de limitation de la marge de manœuvre de Washington —, coûts diplomatiques et coûts financiers...

Le Pakistan de Pervez Musharraf a d'ores et déjà touché un chèque de « fin de mois », enregistré d'autres promesses de rallonges du FMI et bénéficié de la levée des sanctions qui le frappaient. Du coup, l'Inde a vu également ses sanctions annulées, et le Soudan, pour prix de son ralliement à la lutte antiterroriste, s'est vu cité en exemple et gratifié, lui aussi, de la levée d'une partie des sanctions qui le frappaient. Pour convaincre les pays arabes et l'opinion internationale de rejoindre sa coalition, l'administration Bush a également fait pression sur le gouvernement d'Ariel Sharon. La Russie, qui a d'ores et déjà déjà obtenu un blanc-seing pour son engagement en Tchétchénie, va-t-elle obtenir davantage : une position plus conciliante sur le traité ABM, sur l'extension de l'OTAN ? La Chine, qui vient d'entrer à l'OMC, pourrait-elle obtenir des compensations commerciales ? L'Indonésie fragilisée peut-elle espérer quelques cadeaux financiers ? Chaque pays semble avoir rédigé sa « liste de Noël » ; mais il n'est pas certain que l'administration Bush se transforme en Père Noël universel : tout dépendra de

l'intérêt du pays concerné et, surtout, de la hiérarchie des priorités établie par la Maison-Blanche. Après quelques succès initiaux, la mobilisation contre le terrorisme pourrait s'essouffler et les grandes questions traditionnelles (OTAN, Chine-Taiwan, défense antimissile, etc.) reprendre le dessus. C'est bien au degré de priorité et à la longévité de cette "guerre" nouvelle qu'on jugera si les attaques du 11 septembre ont véritablement amorcé une nouvelle ère dans la politique étrangère américaine.

Appels d'empire

En ce qui concerne l'évolution du système international, l'hypothèse la plus plausible est celle d'un accroissement du rôle hégémonique des États-Unis dans les affaires du monde, à la faveur de la lutte contre le terrorisme. Ce renforcement se traduirait à la fois par l'affaiblissement de la souveraineté de la plupart des pays et, sur le plan territorial, par l'expansion de la présence militaire américaine. Trois mécanismes d'« appel d'empire » pourraient ainsi s'instaurer, à moyen et long termes.

On peut d'abord s'attendre à une internationalisation des politiques fédérales américaines. Avec la prise de conscience que la défense des États-Unis contre les réseaux terroristes déterritorialisés dépend de plus en plus de ce qui se passe à l'intérieur d'autres pays — appartenant soit au monde développé (passage des terroristes à Hambourg, à Londres) soit au monde en développement (entraînement et contacts au Pakistan) —, il est évident que les alliés de Washington vont subir de fortes pressions. La nature de la menace terroriste et de la guerre menée contre elle va inévitablement accentuer l'évolution du système international vers une plus grande confusion entre l'interétatique et l'interne.

Les pressions américaines vont donc s'exercer dans des domaines qui touchent directement à la souveraineté étatique : police, justice, renseignement, recherche scientifique et éducation, etc. Si certains pays d'Amérique latine ont donné carte blanche aux agences fédérales américaines, notamment en matière de lutte contre le trafic de drogue (17), d'autres pays, comme le Yémen et l'Arabie saoudite (lors des enquêtes sur les attentats de 1996 et 1998) ont résisté farouchement à l'empiètement sur leurs compétences légitimes. Nul doute qu'au nom de la défense commune contre le terrorisme, les Américains vont chercher à diffuser sur le terrain leurs normes de sécurité et leurs modes opératoires ; on pense par exemple au filtrage de l'immigration au Canada et au Mexique, dont les frontières avec les Etats-Unis sont ouvertes. On pense aussi aux méthodes de surveillance des suspects dans les pays où la justice laisse à désirer.

Le second mécanisme d'affaiblissement de la souveraineté des États est l'effet de coalition, au demeurant bien connu. Le mandat obtenu par Washington auprès de nombreux pays va inévitablement être interprété de manière extensive, et servir à justifier des demandes nouvelles dans les domaines cités plus haut. C'est le fameux raisonnement : « Si vous êtes contre le terrorisme, alors vous êtes avec nous ; et il faut donc prendre telle ou telle mesure ». Si les alliés souhaitent démontrer leur solidité et leur fiabilité, il leur sera difficile de résister aux demandes intrusives de Washington en matière de police et de renseignement, par exemple. Exemple caractéristique, cité par Phil Gordon : comment les Européens pourront-ils encore justifier leurs critiques contre le réseau d'espionnage et d'écoute Echelon ? Il va de soi que les entités les plus fortes, comme l'Union européenne ou la Russie, résisteront mieux que les petits pays à ces pressions.

On peut enfin poser l'hypothèse que l'implication des États-Unis en Asie du Sud pourrait les conduire à accroître leur présence militaire dans la région. Après tout, c'est ce qui s'est passé après la guerre du Golfe et l'intervention de l'OTAN dans les Balkans. A ce stade, il est difficile d'être plus précis ; mais on peut imaginer un stationnement discret (comme en Arabie saoudite) qui se pérenniserait — soit dans un Afghanistan repris par la coalition du Nord, soit en Asie centrale. Le président Aliyev n'avait-il pas appelé de ses vœux l'installation d'une base américaine en Azerbaïdjan ? On retrouve ici un mécanisme historique classique : une puissance impériale intervenant pour rétablir l'ordre et qui, pour les besoins de la cause, s'installe dans la région. Le paradoxe est que — conformément à bien des évolutions impériales — l'Amérique ne recherche aucunement ce type d'évolution et aurait même plutôt tendance à la fuir. Mais la logique de maintien de l'ordre mondial pourrait l'y contraindre.

Cette hypothèse de l'« appel d'empire » ne doit pas être interprétée comme une politique calculée de la part des États-Unis. Pour l'essentiel, les évolutions décrites ci-dessus se feront au coup par coup, par des décisions ponctuelles dénuées de calcul hégémonique : c'est ainsi que l'empire américain a progressé depuis la Seconde Guerre mondiale. Il n'en reste pas moins que ces développements pourraient paradoxalement offrir une réponse partielle aux défis de la mondialisation. De fait, on assisterait bien à une coopération accrue des États répondant aux problèmes transfrontaliers tels que le terrorisme et le blanchiment de l'argent sale... Sauf que cette coopération se ferait sous l'impulsion des États-Unis et en appliquant leurs modèles. Ainsi se rapprocherait-on, un peu plus, d'une « gouvernance mondiale », non pas par l'adoption d'un modèle coopératif inter-étatique de type onusien, mais par la projection de la puissance étatique des États-Unis.

(1^{er} octobre 2001)

- (1) Voir Phil Gordon, « L'attaque qui va changer l'Amérique », *Le Monde*, vendredi 14 septembre 2001.
- (2) D'après le titre de l'ouvrage de Ghassan Salamé, *Appels d'empire : ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fayard, 1996.
- (3) James Chace, Caleb Carr, *America Invulnerable : the Quest for Absolute Security from 1812 to Star Wars*, New York, Summit Books, 1988.
- (4) D'après le titre du livre de Denise Artaud, *La fin de l'innocence, les États-Unis de Wilson à Reagan*, Armand Colin, 1985.
- (5) Sur cette période de « l'après-guerre froide », voir Pierre Melandri, Justin Vaïsse, *L'empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Odile Jacob, 2001.
- (6) Lawrence Summers, cité dans Samuel P. Huntington, « The Lonely Superpower », *Foreign Affairs*, mars-avril 1999 ; traduit en français : « La superpuissance solitaire », *La Revue internationale et stratégique*, été 1999. Madeleine Albright, « Today », *NBC*, 19 February 1998. Joshua Muravchick, *The Imperative of American Leadership : A Challenge to Neo-Isolationism*, AEI Press, Washington D.C., 1996. Robert Kagan et William Kristol, « Towards A Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, juillet-août 1996. Robert Kagan, « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, été 1998.
- (7) Dans la journée du 17 septembre 1862, la bataille d'Antietam (Maryland), lors de la Guerre de sécession, aurait fait entre 4000 et 6000 morts.
- (8) Sondage ABC-*Washington Post*, le 13 septembre 2001.
- (9) Patrick J. Buchanan, « U.S. Pays the High Price of Empire », *Los Angeles Times*, 18 septembre 2001.
- (10) Cité in « Uncle Sam Hunkers Down », *Time*, 17 avril 1995.
- (11) Edward Luttwak, « Toward Post-Heroic Warfare », *Foreign Affairs*, printemps 1995.
- (12) site web : <http://www.nssg.gov/>
- (13) Cf. Eric Schmitt, « After the Attacks: the Vice President Cheney Describes His Nerve-Center Role in First Hours of Crisis », *New York Times*, 17 septembre 2001.
- (14) Richard Perle, « State Sponsors of Terrorism Should Be Wiped Out, Too », *Daily Telegraph* (Londres), 18 septembre 2001.
- (15) Voir, notamment, Patrick Tyler and Elaine Sciolino, « Bush's Advisers Split on Scope Of Retaliation », *New York Times*, 19 septembre 2001.
- (16) Ainsi, Kim Holmes, le vice-président de la *Heritage Foundation* (centre de recherche conservateur) pour les affaires internationales, a intitulé son analyse du 17 septembre « Responding to the Attack on America : Beware of Constraints Imposed by International Coalition » (*Heritage Backgrounder* n°1473, 17 septembre 2001).
- (17) Ethan A. Nadelmann, *Cops Across Borders : the Internationalization of U.S. Criminal Law Enforcement*, University Park, PA, Pennsylvania State University Press, 1993.